

Monsieur le premier Ministre de Fidji,

Monsieur le Ministre de l'agriculture de Fidji,

Mesdames et messieurs, chers collègues, ministres de l'agriculture et de la forêt des Pays et Territoires du Pacifique tous ici réunis,

Monsieur le Directeur de la Communauté du Pacifique,

Monsieur le Directeur adjoint de la FAO,

Madame la représentante de la FAO pour la sous-région du Pacifique,

Madame la Directrice de la division des ressources terrestres de la CPS,

Chers amis,

laorana,

Je suis très heureux de pouvoir à nouveau m'exprimer ici devant vous à l'occasion de cette 3<sup>ème</sup> conférence régionale des ministres de l'agriculture et de la forêt du Pacifique et vous fait part de mon profond regret de n'avoir pu être présent avec vous aujourd'hui, ne pouvant m'absenter de Polynésie française durant cette période particulière de notre vie démocratique.

La Polynésie française sait combien il est important de tisser des liens et nouer des partenariats de tous types avec les pays et territoires voisins de la région dans le domaine de l'agriculture et de la forêt.

Ces trois dernières années, nous avons ainsi pu vérifier à quel point nous étions confrontés aux mêmes difficultés au niveau de nos systèmes alimentaires encore beaucoup trop dépendants des importations et du bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement sur lesquelles repose l'essentiel de notre alimentation.

Echanger et travailler tous ensemble sur les moyens de renforcer la résilience de nos systèmes alimentaires océaniques est devenu désormais une des premières priorités dans la région. Nous disposons en effet de ressources vivrières propres de grande qualités nutritionnelles, parfaitement adaptées à nos environnements tropicaux insulaires et capable de procurer à nos populations une alimentation saine, durable et de haute qualité nutritive à des prix abordables.

Mais il faut pour cela que nos systèmes alimentaires, nos économies agricoles, nos systèmes de production soient organisés autrement,

que nos marchés intérieurs de biens alimentaires soient mieux protégés,  
que les acteurs économiques de nos pays et territoires investissent et innovent dans des industries agro-alimentaires tournées vers l'utilisation de nos ressources locales,

et que nos organismes de recherche et de développement agricoles apportent les solutions à tous les professionnels pour mieux utiliser et transformer nos produits.

La Polynésie française s'est résolument engagée dans cette voie avec l'adoption en début d'année 2021 de son schéma directeur de l'agriculture pour les années 2021 à 2030, et l'adoption prévue dans le courant de l'année 2023 d'un Plan de transition alimentaire conçue également sur dix ans, afin de procurer à tous les polynésiens une alimentation saine et durable accessible à tous.

Sur ces différents sujets, je remercie très sincèrement la FAO, dont les travaux en matière d'agroécologie et de systèmes alimentaires sains et durable servent de guide et de référence à nos propres experts lorsqu'il s'agit d'élaborer nos politiques publiques et les programmes techniques qui les sous-tendent.

Je renouvelle donc ici mon souhait, mesdames et messieurs les représentants de la FAO, que la Polynésie française puisse travailler plus étroitement au sein de cette organisation, et qu'elle contribue davantage à partager son savoir-faire et échanger sur les solutions qu'elle tente d'apporter aux problèmes évoqués ci-dessus avec tous les Pays et territoires de la région.

Je veux aussi remercier la Communauté du Pacifique, la Division des ressources terrestres pour le travail remarquable qu'elle effectue afin de promouvoir et faciliter nos échanges dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation, et dans le domaine de la forêt. Il faut poursuivre nos efforts tous ensemble.

Parmi les nombreux thèmes possibles de coopération, outre tous ceux déjà évoqués, je veux en ajouter deux qui sont essentiels pour la région. Tout d'abord le cocotier, notre arbre de vie, qui constitue depuis plus d'un siècle une ressource économique et vivrière de base et qui doit le rester. Il est important notamment d'améliorer encore nos ressources génétiques et diffuser ensuite les variétés nouvelles que seront issus de nos travaux.

Enfin, l'agriculture d'excellence sur atoll est aussi une des priorités de la Polynésie française, dans la mesure où il est devenu indispensable de

développer les ressources économiques de ces îles notamment pour renforcer leur autonomie alimentaire.

Pour terminer ce propos, Mesdames et messieurs les ministres, chers collègues, je veux affirmer que la Polynésie sera toujours présente à vos côtés pour faire face aux nombreux défis de la région, et j'ai d'ores et déjà proposé que plusieurs rencontres de portée régionale puissent se tenir lors de notre prochaine foire agricole qui se tiendra à la fin du mois de septembre de cette année.

Je renouvelle à cette occasion l'invitation faite aux autorités fidjiennes de venir découvrir les spécificités de l'agriculture polynésienne à l'occasion de cet évènement et étudier une coopération possible sur nos priorités communes.

Je vous remercie de votre attention.